

RD CONGO : LA POSTURE POLITIQUE DES FUTURS ÉLUS DU PEUPLE À L'ÈRE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 2023

Introduction

Apollinaire-Sam

SIMANTOTO

MAFUTA,

Professeur

à l'Université de

Strasbourg (France)

et à l'Université

Pédagogique

Nationale

(UPN/Kinshasa).

sam_apol@yahoo.fr.

Cette contribution est une analyse critique des conséquences du discours électoraliste et du comportement politique des candidats au suffrage universel. Parmi ceux qui sollicitent le scrutin du peuple, certains sont des anciens habitués de la route, qui se représentent sous la peau neuve d'agneaux. D'autres, en nombre impressionnant, sont de nouveaux arrivés qui, pour la première fois, rêvent d'acquérir la légitimité conférée par le verdict des urnes. C'est une véritable flopée de néophytes ou de profanes dont la plupart sont en déficit de culture ou de base politique solide pouvant leur attribuer une certaine identité et une aura de respectabilité digne de leur rang. Tous les candidats se servent des canaux modernes de communication de masse pour se faire entendre et connaître. On y voit ceux qui arborent ostensiblement leur allégeance à tel ou tel autre homme politique, à l'instar du président de la République ou du président du Sénat, qui représentent symboliquement une espèce de parapluie protecteur.

Que cachent réellement la fausse gentillesse et la modestie protocolaire affichées par bon nombre de ceux qui se présentent aux élections ? Pourquoi revendiquent-ils leur soutien par la voie détournée d'images des candidats députés où apparaissent en filigrane des hommes politiques influents ? Seraient-ils utilisés comme des hommes de main servant de paravent à ceux-là ? Tout bien considéré, si les naïfs et les dupes tendent à l'ignorer, la majorité des aspirants aux élections, eux, savent que par des promesses alléchantes, voire fallacieuses qu'ils sont enclins à faire, ils séduisent l'électorat. Mais pourquoi endossent-ils une posture de bienfaiteurs quand bien

même ils savent que maints slogans de campagne leurrent et sont donc plus ou moins irréalisables ?

Cette réflexion tente de répondre à ces questions. Allant bien au-delà du simple décryptage du discours *pseudologique* ou du mensonge politique, elle met en lumière certaines pratiques démagogiques récurrentes afin de comprendre la quintessence du langage alléchant parlé lors d'une campagne électorale en RD Congo.

1. Une campagne électorale : pour quoi faire ? Anatomie d'une pratique rébarbative surfant sur des chemins battus

– Quand une campagne électorale chasse une autre...

Pendant plusieurs semaines, la ville de Kinshasa et la plupart des grandes agglomérations de la RD Congo ont vibré au rythme frénétique de la campagne électorale. Bus, motos, taxis, stades, façades de maisons, arbres, etc., ont été pris d'assaut par des banderoles multicolores peintes de portraits des candidats au suffrage universel. Dans le même temps, les villes ont été envahies par toutes sortes de nuisances : sonores, visuelles et olfactives. Les nuisances sonores comprennent tous les bruits causés par le klaxon des véhicules, le vrombissement des machines et moteurs de véhicules, l'assourdissement de musique venue des bars et discothèques, les tapages nocturnes et diurnes, les chants bruyants et les animations incontrôlables de certaines Églises, etc. Causées par l'omniprésence d'images insolites, les panneaux publicitaires lumineux et les immondices, les nuisances visuelles font désormais partie du paysage ou de l'environnement social dont personne ne s'indigne plus tant l'autorité urbaine et le pouvoir en place n'en font pas une question d'intérêt général touchant à la santé communautaire et à l'ordre public.

Les nuisances olfactives sont le fait d'odeurs nauséabondes et pestilentielles causées par le pourrissement des déchets végétaux, les eaux stagnantes, les marécages, les montagnes de détritus et ordures ménagères qui jonchent les cours d'eau ainsi que les artères et voies de circulation fréquentées dans les quartiers populaires mal lotis. Parmi la série d'images qui nuisent à la vue, il y a lieu de mentionner les panneaux publicitaires, les affiches et banderoles de tout acabit. Si certains mettent en lumière les musiciens, les produits et articles de commerce, d'autres chantent la force surnaturelle des pasteurs des églises de réveil. À ce décor s'ajoutent, avec les élections générales, toutes les nuisances occasionnées par des images insolites et la publicité tapageuse liée à la campagne électorale.

À toutes les périodes électorales, on a l'habitude de voir défiler une multitude de candidats. Certains cadors se comptent parmi les vétérans qui ont fait de la députation une carrière à vie ; ceux-là sont bien connus.

D'autres, inconnus du grand public ou très peu connus. Néanmoins, tous sollicitent les suffrages du peuple. Vingt-trois mille six cent cinquante-trois (23.653), c'est le nombre de ceux qui briguent cinq cents places au Palais du peuple tandis que vingt-six au départ de la course, sans compter quelques désistements jusqu'au début du mois de décembre 2023, sont ceux qui ont convoité le fauteuil présidentiel. Rivalisant d'ardeur, ils ont l'air d'être des plus gentils, simples, souriants, abordables, affables, généreux, empathiques. Préoccupés par les conditions de vie et la misère de leurs électeurs potentiels, ils promettent d'y remédier. Mais, que cache cette posture politicienne ? Pourquoi tant d'aspirants à la députation tant nationale que provinciale ?

Voter fait partie des droits fondamentaux du citoyen. C'est le moment tant attendu par plus de 44 millions de Congolais pour élire un président de la République et renouveler les Assemblées nationale, provinciale et municipale, dont certains membres, à défaut de bénéficier d'un vrai suffrage du peuple, avaient simplement été nommés au début de la législature précédente. En RD Congo, organiser les élections a toujours été un casse-tête, un temps de querelles, d'atermoiements et de tergiversations. Sur le plan matériel et logistique, des défis majeurs rendent la tâche ardue. Notre pays a les dimensions continentales ; il est tristement dépourvu d'infrastructures de base (routes, moyens de communication, voies de transport). Comment acheminer en toute sécurité le matériel électoral dans les endroits où il n'y a ni routes ni électricité pour faire tourner les machines à voter ? Dans ce pays, tout est à (re)faire. En outre, l'illettrisme n'y est pas un mot du passé. À ces difficultés, s'ajoute le manque de confiance susceptible de mettre en doute la neutralité et l'impartialité de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dont la direction est assurée par des proches parents du Président-candidat. L'autre problème est technique : le vote électronique impliquant l'usage complexe des machines dont le maniement n'est pas un acquis pour tous les électeurs. La difficulté n'est pas des moindres dans la mesure où plusieurs personnes ne savent pas s'en servir faute de connaissance élémentaire en informatique. Il en va de même du manque d'électricité qui rend les machines inopérantes.

On peut aussi mentionner l'inquiétude, non moins fondée, concernant la mise à jour du fichier électoral et le logiciel de traitement des données du scrutin. Certes, si l'on sait qu'un logiciel est un programme informatique compliqué qui peut toujours être manipulé par celui qui l'a installé, la garantie de sa fiabilité et de son opérationnalité n'est pas assurée à cent pour cent. Dans tous les cas, ces conditions précaires ne permettent pas de parler d'un vote libre, transparent, propre, inclusif, impartial, crédible et démocratique, car le moindre doute sur le scrutin corrompt les résultats. Une élection biaisée ne peut pas refléter l'expression de la voix du peuple et par ce fait être acceptée par toutes les parties prenantes. Pour dire les

choses autrement, organiser de bonnes élections en RD Congo est une entreprise de taille, une mission difficile voire quasi impossible, mais relativement faisable à l'africaine. Ceci est d'autant vrai que la pratique de la démocratie est une mayonnaise qui ne prend pas encore dans bon nombre de pays africains.

Plus de vingt-trois mille engagés dans la course à la députation nationale, cela n'est pas un fait anodin. Cette situation est un indice qui révèle le visage social et économique du pays. Pour la majorité des personnes engagées dans la compétition, la représentation nationale est un rêve, un pari, une ambition. En effet, elle est une voie d'accès rapide à la bonne vie, un ascenseur social. Cette vocation de substitution est suscitée et nourrie par la recherche d'argent, car le train de vie et le standing social des locataires du Palais du peuple sont un appel d'air qui attire beaucoup de monde et fait d'émules, autant qu'ils intriguent à la fois. Le détour dans les arcanes de la politique congolaise montre combien être député dans ce pays est synonyme de jouir de certains privilèges et avantages, comme par exemple, le fait d'accéder rapidement à des conditions de vie aisées.

Pauvreté galopante, guerre d'agression à l'Est du pays, insécurité généralisée, infiltration d'étrangers dans de grandes instances et structures de l'État, délitement et effondrement de l'État, disparition de l'autorité de l'État, famine, chômage massif déguisé, désœuvrement et délinquance juvénile, corruption institutionnalisée, détournements et pillages des ressources, etc., autant d'équations difficiles qui ont précipité le pays au fond du gouffre. Les enjeux électoraux sont tellement immenses qu'une petite idée d'« envoyés » de Dieu pour sauver le Congo me paraîtrait saugrenue. Parfois faussement affublés de titres trompeurs comme le « Candidat du peuple », le « Défenseur des femmes », le « Fils du terroir », le « Bâtisseur de la Commune », la « Voix des sans voix », le « Soldat du peuple », la « Sentinelle avisée », l'« Homme qui convient », etc., les aspirants députés ne redoutent pas de braver les intempéries et la rudesse des routes impraticables qu'ils sont incapables d'entretenir ou de faire construire lorsqu'ils sont aux affaires. S'ils ont un autre dénominateur commun, c'est qu'ils n'ont pas peur de fouler le sol de certains *No man's land*, des zones interdites au sein des quartiers rouges des villes que les pires affres de la misère et la délinquance ont délaissés, puis plongés ou enfouis dans de tristes taudis que côtoient des immondices nauséabondes.

– Faut-il distribuer des cadeaux empoisonnés pour se faire aimer et élire ?

La campagne électorale est une mise en scène soignée et unique qui nourrit tous les espoirs possibles de victoire tant du côté des candidats que de leurs états-majors et fanatiques. Elle électrise tout le monde d'autant qu'elle draine non seulement une importante cohorte rangée de

combattants mobilisés, prêts à tout faire mais aussi des foules irrésistibles de sympathisants excités, sourds à toute critique à l'encontre de leurs idoles. Ce qui les rapproche davantage et les accroche aux discours de leurs futurs élus, c'est que les uns et les autres sont facilement bercés par la magie de la consolation qui nourrit les ardeurs de leur espérance. Comme un baume rafraîchissant, enivrant et lénifiant, leurs paroles s'allient à la jubilation générale provoquée par une espèce d'opiacé qui caresse les esprits surchauffés, capables d'en découdre physiquement avec tous les adversaires quels qu'ils soient. Ici, les ambitions sont parfois démesurées. Elles se conjuguent souvent bien plus dans l'irréel fait des promesses hypothétiques d'un lendemain meilleur que dans le concret. Les uns et les autres rêvent d'un changement tous azimuts que tous les aspirants au scrutin veulent voir s'opérer dans la vie de leurs électeurs.

Contaminé en quelque sorte par l'adrénaline de ce moment unique, tout le monde y est, allant de ceux qui sollicitent les suffrages aux bandes de curieux et badauds, en passant par des sceptiques, des trouble-fêtes et des pickpockets qui grossissent les rassemblements populaires afin de profiter de l'anonymat des foules compactes pour opérer des sales coups. De leur côté, motivés par la fougue de leurs troupes ou « bases », les aspirants députés et présidents de la République sont prêts à tout risquer pour le besoin de la circonstance. C'est pourquoi ils deviennent malgré eux, en vue de se faire élire, volontaristes, attendris, aimables et apôtres du développement du pays.

Certains postulants peuvent, pour une fois durant les cinq années de la mandature, parcourir à pied, à vélo ou moto, les cités périphériques de grandes villes dévastées par la pauvreté et la violence des gangs communément dénommés *Kuluna*. D'autres n'hésitent pas à sillonner, pour la première fois, les villages entiers qu'ils ont pourtant abandonnés ou fuis. La victoire est à ce prix, mais il faut aller partout pour débusquer les personnes en âge de voter. Ce n'est pas seulement dans les milieux dépourvus ou défavorisés qu'on peut côtoyer et apprivoiser une jeunesse désœuvrée, abandonnée à son triste sort. C'est là que vit aussi une grande population marginalisée. On y retrouve surtout, agglutiné, le gros potentiel électoral qui, de tout temps, a souvent aiguisé l'appétit des candidats députés, car dans les quartiers défavorisés des villes, habite la frange de la population la plus courtisée à cause de sa taille démographique. Autant d'endroits insolites que les futurs élus n'ont pas auparavant eu envie de visiter en temps ordinaire.

Mais pourquoi ceux qui sollicitent le suffrage du peuple et leurs associés y viennent-ils seulement à ce moment précis de la campagne électorale, et pas avant ni après les échéances politiques ? Si le peuple, souvent manipulé et hypnotisé par les baratins habituels d'hommes politiques n'y voit rien de mal lorsqu'il anticipe la célébration de la fête ou de la victoire future à travers les réjouissances populaires occasionnées par des cadeaux

« empoisonnés » donnés par les futurs élus, ceux-ci, par contre, en savent pourquoi. Alliances de circonstance et mariage de raison parfois, trahison, accusation, procès d'intention, compromission, désamour, etc., caractérisent les relations fluctuantes et tumultueuses qui existent entre, d'une part les politiques rivaux sur le pouvoir à conquérir ou à protéger et les intérêts à conserver ; et d'autre part, un peuple pauvre, abandonné souvent à son triste sort, mais très utile et convoité lorsqu'on veut s'en servir. Deux univers aux intérêts parfois divergents, il leur arrive de ne pas voir les choses de la même manière. Le peuple ne voit pas souvent ce que les politiques voient et inversement. En effet, les divers dons, en nature ou en argent, offerts à la population courtisée, loin d'être gratuits, ne sont qu'un appât mortifère posé dans un piège machiavélique savamment élaboré par leurs donateurs.

Ce n'est pas une nouveauté, la boucle électorale entre dans un processus cyclique à intervalles réguliers. Théoriquement, si les choses et l'échéancier sont respectés à la lettre selon le prescrit de la Loi, les élections présidentielle, législative, provinciale et municipale s'ouvrent et se referment tous les cinq ans pour accoucher presque toujours de la même cacophonie. À chaque cadence, on assiste presque à une campagne électorale morose, atone et monotone axée, la plupart du temps, sur des sujets secondaires clivant, voire des futilités qui éclipsent les vrais problèmes auxquels est confronté notre pays. Dans un ton non moins sarcastique, Cyrille Kileba Pok-a-Mes fait cette observation :

Cette année, le père Noël arrivera trop tard. Il sera précédé sur terrain par des milliers d'autres petits apprentis père Noël en casquette ou en képi. La campagne électorale ouverte officiellement dimanche 19 novembre offre l'opportunité aux innombrables candidats à tous les mandats de rivaliser d'ardeur sur le terrain de la charité. Polos, t-shirts, pagnes, chaises en plastique, vélos, motos, sacs de riz, panneaux solaires, etc., la gamme de produits à offrir est sans limite¹.

L'annonce d'une campagne électorale est l'amorce d'une bataille politique sans merci. Elle est synonyme d'une saison de grands amours du peuple avec ses futurs élus. Elle rime aussi avec des promesses incontrôlées sans lendemain. À qui veut les entendre, les candidats au vote promettent monts et merveilles : construction des routes, des chemins de fer, des écoles, dispensaires, ponts, universités, etc. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Il s'agit du Président sortant qui, cinq ans auparavant, avait promis non seulement de créer plusieurs millions d'emplois mais surtout de faire de la RD Congo l'Allemagne d'Afrique, c'est-à-dire une sorte d'*eldorado* du continent noir. Mais à la fin de son mandat, le pays ressemble à tout et à rien, sauf à la fameuse Allemagne qu'il se représentait.

Candidat à sa propre succession, celui que les militants de l'UDPS surnomment « Fatshi Béton » avait déjà, tambour battant, promis mille et

1 Cyrille KILEBA POK-A-MES, « La saison de toutes les gentillesse », dans l'éditorial du journal *The Post*, mis en ligne mercredi 22 novembre 2023.

une choses, qu'il n'a pas encore réalisées, notamment l'octroi des bourses d'études à tous les étudiants, l'augmentation du salaire des enseignants, celui des infirmiers et militaires, la dotation et le renforcement de la capacité d'octroi d'avions de la compagnie nationale *Congo Airways*, la fourniture en maisons préfabriquées aux policiers et militaires, la fin de la guerre qui sévit dans les deux provinces du Kivu et l'Ituri. Pour Félix Tshisekedi, vaincre la guerre arrêterait aussi l'insécurité qui règne dans cette partie du pays. Cette montagne de paroles a accouché d'une souris, l'insécurité s'étant plus que jamais démultipliée au Nord-Est du Congo, entraînant à son passage le viol des milliers de femmes et filles, les tueries de masse et l'exode forcé de la population.

Un adage dit : « Quand il y a trop de vers à l'hameçon, il est difficile d'attraper les goujons »². En effet, trop de mensonge tue le mensonge dès lors que celui-ci outrepassse les bornes du vraisemblable. Embarqué dans une nouvelle aventure électorale, Félix Tshisekedi n'a pas hésité à dégainer une arme qui n'était pas à court de munitions. S'il est facile de promettre, il est encore plus difficile de montrer concrètement comment et avec quels moyens il veut réaliser ses rêves. Combien d'années lui faudrait-il encore pour qu'il parvienne à transformer réellement la RD Congo en paradis terrestre ? Il me semble que tout est possible dans ce pays, mais attendons probablement la fin de ce siècle pour que les différents rêves du président-candidat puissent se réaliser.

Il n'est pas exagéré de dire que le fait ou le désir intentionnel d'enfumer le peuple avec des promesses qui l'endorment est un procédé souple et subtil qui relève de la démagogie. Dans cette configuration, il devient possible de comprendre que la démagogie implique une fausse charité de la part de ceux qui ont la manie de recourir à la distribution de libéralités pour être acceptés et aimés des électeurs qui, dans bien des cas, peuvent ne pas être crédules. À l'inverse, les cadeaux donnent à ceux qui les reçoivent l'impression que les donateurs sont vraiment empathiques et magnanimes. Une question me vient à l'esprit : si les futurs élus se préoccupaient réellement des conditions de vie de leurs électeurs, pourquoi attendent-ils seulement la période électorale pour faire des apprentis pères Noël ? Le choix d'un candidat se réduit-il à sa capacité d'être généreux et gentil à l'approche des élections ?

À mon humble avis, encourager, adouber, acclamer et encenser n'importe quel candidat en quête de légitimité relèvent d'un acte d'immatunité politique de la part du peuple. Je suis persuadé que les manipulateurs habiles profitent de l'état de pauvreté, d'abrutissement, de naïveté et d'ignorance dans lequel sont plongés les électeurs pour les mener par le bout du nez, les exploiter et les asservir à leurs intérêts égoïstes. Si le choix des

2 [Goujon : petit poisson d'eau douce]. Jonathan SWIFT, *L'Art du mensonge politique* (1733), précédé de *Le Mensur vrai* par Jean-Jacques COURTINE, Grenoble², Éd. Jérôme Millon, 2007, p. 60.

élus valables demande assez de lucidité et de maturité d'esprit de la part du peuple, cela permettra d'échapper à l'affadissement et au désintéressement du jeu politique par des électeurs abusés, transformés souvent en simples strapontins au service des intérêts d'hommes politiques véreux.

– Le discernement précède l'acte de vote

Comme il paraît difficile de distinguer le bon grain de l'ivraie dans cette constellation politique bigarrée, inconstante et circonstancielle trouble, je serais tenté d'affirmer, toutes proportions gardées, que les campagnes électorales se ressemblent. Elles sont parfois les mêmes dans la mesure où elles sont toutes caractérisées par la répétition d'actes antidémocratiques. Tout le monde est témoin de manière active ou passive, mais fort malheureusement personne n'a le courage de dénoncer publiquement ce mal invisible qu'est la corruption dans laquelle est engluée la gent politique congolaise. Si le démon de l'argent est capable de tout faire, d'acheter et de pervertir la raison, il engendre la corruption qui devient une gangrène dangereuse susceptible de pourrir la jeune démocratie congolaise. L'achat des électeurs écorne toute la confiance mise dans les institutions, les entreprises et les relations interpersonnelles quotidiennes. On la banalise, mais elle corrode la conscience des électeurs au travers des scènes hystériques où coulent à flot les cadeaux et les billets de banque. Ce qu'il importe de retenir ici, c'est que la redondance des promesses aléatoires facilement faites sans conviction, le rabâchage abject de la machine productive des discours sans conviction tenus par certains pêcheurs en eau trouble sont un piège tendu aux électeurs dont la quasi-totalité est en proie à la faim et au mal vivre qui ont élu domicile dans notre pays.

Point n'est besoin d'observer que, dans le contexte congolais actuel où la députation et l'octroi de postes ministériels au sein du Gouvernement central sont juteux, ceux qui sollicitent les faveurs du peuple voient plus loin que les pièces d'étoffe, les cartons de savons, les médicaments et les sacs de sel qu'ils offrent à leurs électeurs potentiels. Cet investissement leur fait perdre quelques sommes d'argent mises dans les cadeaux, mais ils gagnent au centuple grâce aux voix escomptées : ils s'assurent un mandat politique qui permet de garnir leurs comptes en banque. Sans beaucoup y réfléchir, le constat est le même. C'est un cri de déception : plus de soixante ans après l'indépendance de notre pays, les hommes et femmes politiques se métamorphosent superficiellement dans une espèce de mue de façade. Cette posture travaillée de l'extérieur ne les change pas en profondeur pourtant. Se vêtir de peau de lion ne signifie pas qu'on est lion. Les dupeurs d'aujourd'hui reproduisent fort bien les tares de ceux d'hier.

Ceux qui animent les institutions étatiques donnent l'impression d'être différents de leurs prédécesseurs alors qu'ils se ressemblent et

se succèdent dans leurs mœurs. Un exemple parmi d'autres. Il suffit de suivre attentivement les discours et conférences de presse des ministres chargés de l'Information pour s'en convaincre. Il y a quelques années, un tonitruant ministre de l'Information et Médias dont l'éloquence frisait parfois l'arrogance avait brillé de mille feux par ses mensonges grossiers, démesurés et répétitifs au point qu'on le surnomma la « Grande gueule » ou le « Perroquet national ». Même les tout petits enfants savaient que « ce papa-là ne débitait que de vils bobards » dans la quasi-totalité de ses apparitions intempestives sur les plateaux de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC). D'ailleurs celle-ci continue malheureusement de servir de relais attitré ou de caisse de résonance de toutes les menteries de l'État. C'est pour cette bonne raison que son ancêtre, l'Office zaïrois de radiodiffusion et télévision (OZRT) fut à l'époque du MPR parti-État, de triste mémoire, qualifié de « siège du mensonge officiel »³. Dès lors qu'un service public de ce genre s'inféode irrationnellement à l'idéologie du pouvoir en place, il se transforme en instrument de propagande au service de la désinformation et des contrevérités.

Observatrice avisée des mensonges politiques de l'époque du Watergate, la philosophe Hannah Arendt a remarqué un jour que « le secret [...], la tromperie, la falsification délibérée et le mensonge pur et simple employés comme moyens légitimes de parvenir à la réalisation d'objectifs politiques, font partie de l'histoire aussi loin qu'on remonte dans le passé. La véracité n'a jamais figuré au nombre des vertus politiques, et le mensonge a toujours été considéré comme un moyen parfaitement justifié dans les affaires politiques »⁴. Le décor social façonné par la classe politique congolaise est désolant. Au propre et au figuré, le visage de la RD Congo a changé très peu ou presque pas du tout. Et pourtant les promesses électorales ou celles faites par des politiques ont toujours été l'apanage de ceux qui ont gouverné le pays depuis le départ des colons belges. Je peux me tromper, mais si le pays n'avance pas c'est à cause d'une classe politique corrompue⁵ constituée de prédateurs de tous bords qui s'enrichissent sur le dos d'un peuple appauvri, pillent et volent l'argent de l'État pour des besoins personnels. En d'autres termes, il faut bien comprendre que le mensonge et la tromperie, consubstantiels à l'homme politique congolais, le détournement de l'argent public et la démagogie ne font pas bon ménage avec la gouvernance démocratique qui demande que l'intérêt général et le bien commun passent avant toute recherche de gain personnel.

3 Cf. Le Journal *RENAISSANCE*, n° 431, du 28 septembre au 5 octobre 1991.

4 H. ARENDT, « Du mensonge en politique », in *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, pp. 8-9.

5 Lire FWELEY DIANGITUKWA, *Le règne du mensonge politique en RD Congo. Qui a tué Kabila*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; KABAMBA MBWEBWE K., *La R.D-Congo malade de sa classe politique. Les coulisses du Dialogue Inter Congolais (DIC)*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Si les mêmes causes ont souvent produit les mêmes effets, il est fort malheureux de constater que l'imposture, l'amateurisme, le clientélisme, la kleptomanie, la diffamation, la démagogie, l'inclination à la corruption et la surenchère électorale sont des maîtres mots qui disent les maux dont souffre la classe politique congolaise. Comme les intentions secrètes mettent du temps pour remonter à la surface des choses, les candidats d'aujourd'hui prétendent être des hommes honnêtes déterminés à condamner tout haut le népotisme, le favoritisme, le tribalisme, etc. Mais une fois élus et luxueusement installés dans les antres dorés du Palais du peuple ou du Palais de la Nation, ils sont rattrapés par le naturel revenu au galop.

Dans notre pays, les antivaleurs sont devenues une sorte de bravoure donnant lieu à une carte d'identité politique. Coriaces, elles sont omniprésentes dans le débat et la vie de ceux qui devraient se définir et se comporter comme des serviteurs de l'État. Bien incrustées, les mauvaises habitudes résistent à tout malgré les refrains anti-corruptifs et les tentatives d'incantations exorcistes vainement organisées par les Églises. Cela montre que la dépravation des mœurs politiques est l'ennemi numéro un d'un État congolais déjà failli.

– Au-delà de la démagogie électorale : repenser le discours politique et le recentrer sur le réalisme conjoncturel

Les dons et les promesses électorales constituent une espèce de fonds de commerce qui fait la facture du discours de beaucoup de prétendants au vote. Sans de tels présents, bon nombre de candidats députés seraient à court d'arguments. Mais au-delà de la démagogie à répétition que les Congolais ont marre de continuer de gober, il conviendrait de repenser tout le discours politique et le recentrer sur la réalité des choses. Toutefois, même s'ils ne croient pas eux-mêmes dans leurs propres mensonges, bavards et ambitieux, les futurs élus promettent bien des choses souvent irréalisables. Comme tous les hommes et femmes engagés en politique en général, les trompeurs politiques disent une chose et son contraire. En effet, nombreux sont ceux qui, faute de programme de campagne précis et réaliste, surfent simplement sur des conjectures des chemins battus. Incapables de convaincre avec des arguments solides et des idées claires, ils accusent leurs concurrents de tous les maux, se lancent des anathèmes ; ils s'insultent sans ménagement à longueur de journée sur les réseaux sociaux, les plateaux des chaînes de radio et télévision.

Des commentateurs attribuent à Jean de La Fontaine l'adage selon lequel tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute. En réalité, si les futurs élus évoquent la souffrance et la détresse de la population, c'est surtout pour gagner et apprivoiser celle-ci, c'est-à-dire avoir les bulletins de vote d'une masse de crédules. En termes clairs, le candidat envoie un message par la voie détournée à qui veulent l'entendre : « Je résoudrai vos problèmes,

je construirai des écoles pour vos enfants, des ponts, des dispensaires, etc. En échange, vous me donnez vos voix ». Sous-entendu, le principe du donnant-donnant permet à ceux qui battent campagne de séduire la masse de dupes par toutes sortes de stratagèmes afin d'arracher leur confiance ou adhésion traduite par le suffrage donné. À n'en point douter, on peut se demander si les électeurs écoutent réellement ces longs discours ou s'ils s'intéressent seulement aux cadeaux qu'on leur distribue. Ont-ils la lucidité requise pour savoir déjouer les pièges insidieux tendus par des promesses électorales ? Peut-être oui, peut-être non.

Remarquons ici que, entre les vraies intentions, difficilement décelables, dissimulées dans des formules douces, les fictions et les mots prononcés, répétés à volonté, y compris les choses réellement faites, c'est-à-dire les promesses traduites en actes, la distance peut sembler abyssale, de l'ordre onirique. Que ne voit-on pas en général ? Comme il est plus facile à dire qu'à faire, on observe qu'une fois élus, les fameux candidats du peuple ne font plus parler d'eux et ne reviennent visiter leurs électeurs qu'à l'approche d'autres échéances électorales. Entretemps, les problèmes pour lesquels ils ont été élus restent irrésolus. C'est ce qu'on appelle démagogie et mensonge politique, car sans montrer avec quels moyens ils vont devoir réaliser tel rêve ou tel projet, ils promettent toutefois la lune et le ciel au peuple en lui chantant vainement monts et merveilles.

Il existe bien des mensonges en politique, mais ce qui me préoccupe ici concerne les actes corrélés aux élections, précisément les promesses vides, faites par ceux qui sollicitent le suffrage du peuple. Ces promesses consistent à berner les électeurs en leur faisant croire des choses qui ne sont ni vraies ni réelles. Elles sont le produit de la *Pseudologie* ou du mensonge politique, entendu, comme souligne Jonathan Swift, « l'Art de convaincre le peuple, l'art de lui faire accroire des faussetés salutaires, et cela pour quelque bonne fin. Un Art, afin de le distinguer de l'action de dire la vérité, pour laquelle il semble qu'il n'est pas besoin d'art ; mais, supposé sa définition, cela ne se doit entendre que par rapport à l'invention, parce qu'en effet il faut plus d'art pour convaincre le peuple d'une vérité salutaire, que pour lui faire accroire et recevoir une fausseté salutaire »⁶.

En politique, la fabrique du mensonge est une construction intentionnellement réfléchie qui a un but calculé et précis. Le mensonge distille une pilule amère, une recette bien travaillée, concoctée et emballée dans un manteau propre qui confère une apparence de vérité qu'on fait avaler aux autres. Bien que son addiction représente un vice réel, « le mensonge, depuis toujours, est au cœur de la vie politique. La démocratie elle-même n'en est pas exempte. Depuis l'Antiquité, on le sait. Mais aujourd'hui, l'importance de l'image et de la communication donne au mensonge politique une tout autre ampleur. Développé au contact du pouvoir, des médias, de l'argent et des microcosmes, il met la société en

6 Jonathan SWIFT, *Op. cit.*, p. 44.

péril [...]. Vouloir éradiquer le mensonge politique est une naïveté, mais le réduire est une obligation civique »⁷. S'il est possible de réduire le mensonge, on peut se demander à juste titre si les bonnes intentions ou simplement les belles paroles de campagne, souvent dites dans le seul objectif d'avoir le contrôle d'un électorat affamé suffisent pour qu'un candidat soit élu ou réélu. Je ne pense pas du tout, parce que toute la logomachie des vendeurs de rêves a souvent été démentie de manière formelle par les faits de la vie quotidienne.

On le sait, c'est le propre de toute campagne électorale de se transformer en champ de bataille et de promesses intenables. Mais, lorsque les aspirants députés ou présidents de la République disent aller aux urnes pour sauver les Congolais des griffes de la misère qu'ils imputent allègrement aux « autres », lorsqu'ils jurent prospérité sur la tête des dupes, cette posture démagogique s'articule sur l'idée d'une fausse lutte pour l'indépendance et le progrès du pays qu'ils prétendent incarner. En réalité, elle n'est qu'une voie détournée pour atteindre des intérêts égoïstes.

Depuis la nuit coloniale, le pays de Lumumba est victime de la cupidité et de la convoitise de tous les rapaces du monde. Il avance à reculons, la situation sociale et politique se détériore ; la destruction de l'outil de production, du tissu économique, social, politique et moral est quasi totale. Plus de soixante ans d'indépendance et de gestion par les Congolais, le tableau reste encore sombre et désespéré. On a beau le dire autrement, mais l'impression générale est qu'en dépit de ses potentialités inouïes, maintes fois vantées par les médias sur les toits du monde, notre pays subit les assauts du mauvais sort qui le guette en permanence : la pauvreté s'installe presque partout. La situation socio-politique ne permet aucun projet de développement rassurant. Toutes les perspectives restent sombres dans un horizon fuyant. Ceux qui se sont engagés dans la campagne électorale ne proposent pas de solutions miracles aux différents problèmes des Congolais. Mais ils peuvent la considérer comme un rite de passage obligé pour leur ascension vers la gloire.

Un regard sur notre passé électoral montre que tous les candidats, à force de répéter des slogans devant de grandes foules, s'imaginent déjà vainqueurs. Malheureusement ils sont nombreux à confondre la devise de campagne et le programme d'action ou projet de société à mettre en place. Comme formalité démocratique, la campagne électorale est aussi un baromètre qui ne permet pas seulement de mesurer le degré de popularité d'un candidat à un moment donné ; elle donne aussi aux esprits lucides et clairvoyants la possibilité ou la capacité de sanctionner et de juger, à partir de leurs discours, le niveau intellectuel, le degré de connaissance, le sérieux et la culture politique des candidats à tous les niveaux de l'échiquier

⁷ Alain ETCHEGOYEN, *La démocratie malade du mensonge*, Paris, Éd. François Bourin, 1993, 4^e de couverture.

national. Devenue pour ainsi dire une règle du jeu, un rituel incontournable d'accréditation, la campagne électorale sort les candidats de l'anonymat de la sphère privée, les incite à s'afficher au grand jour et à dévoiler ou à réciter publiquement le contenu de leur profession de foi politique.

Postuler pour une place à la députation est un vrai pari, car on accepte de prendre un risque. En effet, celui qui vend biens personnels et terres en vue de constituer les frais de participation ou de dépôt de candidature peut tout gagner : le pouvoir, la notoriété. Comme il peut aussi tout perdre s'il n'est pas élu. Dans tous les cas, c'est par ce chemin escarpé, et bien d'autres, que le futur élu valide définitivement ou rate sa carte d'embarquement. Dans une compétition sérieuse, ouverte aux courageux, c'est-à-dire à ceux qui sont intrépides, aventureux et entreprenants, la campagne électorale et l'élection proprement dite sont comparables à un jeu de société, qui a sa logique interne propre, ses contraintes et ses contradictions. Quand on joue, on accepte les règles qui invitent tous les protagonistes à laisser parler la voix de la raison arrimée au verdict des urnes : on gagne ou on perd.

De la même manière qu'on célèbre un triomphe, il faut aussi avoir le courage d'affronter l'échec. Le plus ridicule, c'est le fait d'actionner la machine de la haine, de l'intolérance et de la trahison, susceptibles d'habiter le cœur des perdants. Car, l'histoire renseigne que, incapables d'assumer la déconvenue, ceux-ci ont pris le mauvais côté et se sont servis d'armes de destruction pour faire la guerre au même peuple qu'ils prétendaient représenter et servir. Il n'est pas superflu de rappeler ici que le sang des Congolais a trop coulé, on en a marre des rébellions et conflits ignobles, inutilement engendrés par la contestation absurde du verdict des urnes. La loi est dure mais c'est la loi : dans un challenge comme celui-ci, tous les participants n'arrivent pas à la victoire.

S'il est vrai que le réalisme et la vérité des urnes imposent d'accepter qu'il y ait seulement 500 places au Palais du peuple pour les 23.653 prétendants, et un fauteuil à peine convoité au Palais de la Nation par 26 présidentiables, il est plus que de raison d'admettre l'exigence qui en appelle au respect de l'adversaire, du gagnant et du perdant. Même si la morale de situation peut commander les choses autrement à cause de tous les enjeux financiers cachés derrière la quête de pouvoir, la concurrence politique reste après tout un jeu. L'espace à conquérir ou la place ambitionnée comme telle au sein de la République (*res publica* : la chose publique), au lieu de dresser les personnes les unes contre les autres, doit, au nom de l'unité et de la cohésion nationale, les mettre les unes face aux autres afin qu'elles regardent dans la même direction en vue de la recherche du bien commun. Cela est important dans la mesure où ce qui est en jeu, c'est avant tout la vie et le destin de la Cité. Or, l'action politique est ordonnée à la préservation de cette *res publica* dont l'étymologie nous enseigne justement le vrai sens

des choses que, malheureusement, nos appétits égoïstes du pouvoir et du gain ont gommé et détourné dans la vie.

Pour les candidats qui signent un code de bonne conduite, la campagne électorale n'est ni une occasion funeste pour régler ses comptes aux concurrents, ni un appel désespéré à déclarer la guerre à ceux qui réfléchiraient différemment. Par contre, le franc-jeu exige que ceux qui n'ont pas été adoubés par le verdict populaire prennent, en toute humilité, le recul nécessaire pour se désister avant le coup de sifflet final où seuls les plus endurants et « méritants » peuvent s'affronter dans un duel verbal en direct ou au loin, voire de près lors des ultimes débats contradictoires. Étape ultime de la compétition, l'élection constitue sans doute le moment clé de l'histoire politique d'un pays, où les prétendants à la représentation nationale, provinciale et locale s'exposent en égrenant, sans langue de bois, leur vision du monde et leur projet politique. Plus cet espace s'amincit, plus augmente aussi le danger d'être regardé de partout. Parfois pour exister et s'affirmer, on ne s'interdit pas de jouer des coudes. Il n'est pas impossible de s'imaginer que l'impératif du moment peut transformer la course apparente en imbroglio qui ressemble peu à peu à la « guerre de tous contre tous » (Thomas Hobbes). Cet état de choses crée parfois un mouvement de concurrence démesurée. Contre toute attente, celle-ci peut ressembler à un véritable pugilat impitoyable dans lequel l'adversaire est acculé jusqu'à se faire avaler ou encaisser tous les coups possibles. En se servant habilement de la rhétorique, le narratif des aspirants à l'élection exploite souvent, sans concession, l'ignorance, la bonne foi et la naïveté de leurs électeurs potentiels.

En RD Congo, « les élus savent, pour la plupart, qu'il est difficile sinon impossible de remporter un scrutin sans ouvrir son portefeuille, sans passer par les cadeaux, des dons, sans passer par les bars publics, sans organiser des meetings, des émissions de télévision ; bref, sans corrompre les électeurs et les journalistes. Un candidat qui n'a que le verbe et qui n'offre pas de l'argent ou des cadeaux n'aurait aucune chance de parvenir à ses fins. Étant pauvres, les électeurs sont dans une position d'attente, ils sont même souvent demandeurs »⁸. En outre, le militantisme, le fanatisme, le fait ethnique, le clientélisme et le favoritisme influencent énormément le choix des électeurs. Comme il est souvent difficile à un ressortissant de la contrée X ou Y de se faire élire ailleurs quel que soit la qualité de sa campagne, on voit vite apparaître les difficultés de briguer un mandat pour un candidat non originaire de la circonscription⁹. Seules la raison, la culture, la formation et la maturité politique peuvent aider à conjurer le danger de la manipulation, du mensonge et de l'imposture qui jonchent la route du scrutin. Si on ne naît pas homme politique, on le devient par le

8 FWELEY DIANGITUKWA, *Les fraudes électorales. Comment on recolonise la RDC*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 11.

9 Cf. FWELEY D., *Idem*, p. 8.

travail, car la politique est un art noble qui s'apprend laborieusement au fil des jours, se cultive et se développe à force d'expérience.

– Inféodation servile ou acte de liberté et d'indépendance d'esprit ?

Dans une République, tous les citoyens ne peuvent pas aller siéger au Parlement. L'aliénation de chaque citoyen avec tous ses droits à la communauté, ce que Jean-Jacques Rousseau appelait le contrat ou le pacte social¹⁰ exige que, pour favoriser ou promouvoir le vivre-ensemble, tous les membres de la communauté se dessaisissent volontairement et librement d'une partie ou tout de leurs droits civiques, et qu'ils les confient à d'autres personnes dont la mission première est de représenter la volonté de l'ensemble des citoyens. Et l'État de droit que les Congolais appellent de tous leurs vœux demande que les représentants du peuple ne soient ni nommés ni cooptés. Ils sont désignés par l'ensemble des citoyens conformément à la loi. C'est sur cette base qu'ils sont acceptés par le vote unanime selon les critères objectifs que la communauté définit et édicte au préalable.

Comme on ne s'envoie pas de son propre gré au Parlement, il en va de même que les élus de la République ne parlent pas en leur nom, mais au nom de ceux qui leur ont donné le mandat de les représenter. Cependant, les faits politiques et l'histoire montrent que, lorsque le pouvoir en place tente d'imposer des représentants au peuple et que les mauvais choix ont été portés sur de mauvaises personnes lors d'une élection tronquée, cela conduit à une mauvaise représentation nationale. Or, c'est seulement cette poignée d'hommes et femmes qui parlent au nom de plusieurs millions de Congolais. C'est à elle que revient la charge et la lourde responsabilité d'élaborer des lois qui régissent l'ensemble de la vie nationale. Leur mission est d'être aussi les sentinelles ou les garants de la bonne marche des affaires publiques et de l'application des lois qu'ils votent tout en sauvegardant l'authenticité de la parole d'un peuple divers dans ses us et coutumes. Tout en traduisant dans des actes la voix pluraliste de la communauté tout entière, les porte-parole du peuple doivent être des personnes compétentes.

En effet, depuis la Grèce antique, les Pères fondateurs de la démocratie, pour en avoir fait l'expérience, ont voulu que les représentants du peuple soient au moins constitués des meilleurs d'entre les pairs. Hélas, cela n'est pas toujours le cas ! Car, lorsque les députés et sénateurs ainsi que d'autres représentants du corps électoral sont nommés ou cooptés selon des critères arbitraires, la voix du souverain primaire cesse d'exister. Si les faux élus peuvent se comporter comme des militants autoproclamés prétendant se substituer à l'expression du suffrage universel, le peuple, par ricochet, en tant que corps politique indivisible et organisé, cesserait d'être l'instance incontournable d'où les politiques et tous les mandataires

10 J.-J ROUSSEAU, *Du contrat social ou Principes du droit politique*, Paris, Flammarion, 2011, Livre I, ch. VI.

de l'État tirent leur légitimité. C'est dire que sans l'acte de reconnaissance juridique et l'accréditation que seul le peuple souverain confère, les supposés représentants deviennent des simples imposteurs.

En théorie, il ne serait pas judicieux qu'un peuple responsable de son destin vote par défaut, par procuration ou par contrainte. Celui qui élit librement ses représentants est un peuple raisonnable, mature et indomptable. L'électorat est un corps libre, conscient de ce qu'il fait et des actes civiques qu'il pose. S'il est différent d'une simple foule enthousiaste, malléable, qui applaudit et acclame parfois sans trop savoir pourquoi elle acclame, le peuple ne s'inféode pas aveuglement à un système de pensée, ni à une idéologie asservissante. Il n'aliène pas sa conscience et ne se fait pas non plus voler la victoire des urnes, car il n'adhère pas à tous les vents politiques qui peuvent précipiter sa propre chute. Aucun parti politique ne devrait prétendre posséder le peuple.

Le Congolais lambda est-il bien conscient de la force politique que représente son bulletin de vote ? A-t-il conscience du plein pouvoir qu'il a de faire et de défaire le Parlement grâce à son vote ? C'est pourquoi, avant de s'engager dans le processus électoral et de mettre en jeu son bulletin de vote, même s'il ne connaît pas les personnes qui sollicitent son suffrage, l'électeur jouit de l'indépendance d'esprit et de la capacité de discernement. De la sorte, ce qui compte et importe pour lui, c'est avant tout le sérieux et la pertinence du programme ou du projet politique présenté par un candidat, qu'il soit ou non de la province d'origine de l'électeur.

Il apparaît clair que tous les discours et considérations irrationnels qui confisquent le vote, incitent à la haine, au mépris et au rejet des personnes injustement accusées d'être du mauvais côté ou des étrangers, n'ont pas leur raison d'exister dans un pays qui se dit démocratique. La rhétorique électorale fondée sur le référentiel identitaire et les origines ethniques ne devrait ni influencer ni orienter le vote. De même les cadeaux empoisonnés qui corrompent la conscience des électeurs ne devraient pas forcer leur adhésion au camp d'un candidat ou d'un parti politique en mal de positionnement. Même si les hommes politiques ont souvent eu la manie de manipuler et de mener leurs peuples comme des moutons enchaînés, un peuple appelé à se choisir ses représentants ne peut plébisciter que des personnes crédibles et compétentes qui feront entendre sa voix du haut de l'Hémicycle du Palais du peuple.

Dans les rangs des usurpateurs se comptent plus d'amateurs et apprentis que des professionnels férus de politique. Pour un État failli, en voie de refondation qu'est la RD Congo, on n'a pas besoin d'un Parlement-foire où la voix du peuple reste inaudible et complètement effacée par les sirènes de la racaille politicienne.

2. Tous veulent faire la politique et rêvent d'être députés, mais en sont-ils aptes ?

Pour bon nombre de Congolais, la représentation même de la notion de « politique » a longtemps été considérée ou associée à l'art de la ruse, de la manipulation et du mensonge érigé en système. D'aucuns pensent qu'un politicien c'est un démagogue, un détournateur de fonds. La méfiance et le mépris vis-à-vis de l'exercice politique paraissent clairs et justifiés : les hommes politiques n'inspirent pas souvent confiance. Pour paraître, ils sont prêts à mentir et à défendre l'indéfendable sans jamais éprouver un moindre remords. Ils recourent habilement à la démagogie, la surenchère, la tromperie et la corruption. La défiance ainsi suscitée parmi les citoyens ordinaires n'est pas du tout dénuée de sens¹¹. Pourquoi alors cet engouement pour la députation ?

– L'engouement pour la députation : de la conquête des mandats et postes politiques à la recherche d'argent et de vie aisée

C'est une matière à réflexion : lorsqu'on regarde de très près l'engouement actuel de beaucoup d'individus vers le monde politique, il y a lieu de chercher à comprendre les vraies motivations de cette vocation séduisante. Rappelons-le, la mission première des élus et des hommes politiques en général n'est pas de chercher à puiser de l'argent dans les caisses de l'État, mais de représenter les citoyens pour défendre leurs intérêts. Ce travail honnête et légitime leur donne droit à des émoluments. Mais on peut, à juste raison, se demander si tous les hommes sont politiques. Tous les citoyens sont-ils aptes à faire la politique ? Les futurs impétrants parmi lesquels certains n'ont pas la maîtrise de leur propre langue, comprennent-ils leur mission de servir la communauté ? Ont-ils les ressources nécessaires et suffisantes, c'est-à-dire le bagage requis pour se jeter dans l'art d'administrer les biens de la Cité, la *Polis* ? N'y a-t-il pas de conditions qui restreignent l'accès à ce domaine ou des droits d'entrée spécifiques à respecter qui permettraient d'éloigner les profanes du champ politique ? Loin de moi l'idée de limiter les droits d'entrée au Parlement ou de jeter le discrédit sur les personnes.

Que ne voit-on pas en RD Congo ? Artistes-musiciens, footballeurs, comédiens, instituteurs, médecins, infirmiers, journalistes, commerçants, chefs coutumiers, chauffeurs de taxis, trafiquants, pasteurs d'Églises de réveil, etc., sont embarqués dans la nouvelle danse suscitée ces dernières années par le train de vie des députés. Bien avant cette effervescence générale observée depuis la législature de 2018, des professeurs d'université, garants présumés de la science et de la probité ont été débauchés par des hommes ou les partis politiques. Au nom des intérêts mesquins et égoïstes

11 Même s'il ne parle pas de Congolais, Pierre ROSANVALLON explique le sens de cette défiance générale vis-à-vis de la politique dans *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

de leurs mentors, certains universitaires ont bradé sans scrupules leur conscience et troqué leur savoir contre les avantages matériels et financiers octroyés par la médiocrité politique. Devenues députés ou « conseillers » auprès des Ministres ou du Chef de l'État, les éminences grises et d'autres personnalités connues du monde académique n'hésitent pas à abandonner les amphithéâtres pour chanter les ritournelles et danser la valse pour la gloire des hommes politiques. Je suis très gêné de devoir parler ainsi, étant moi-même enseignant d'université, mais à vrai dire, la force attractive exercée sur des collègues par l'argent octroyé à la suite de leur engagement en politique et dans la députation devient un réel sujet d'interpellation et d'interrogation de sorte que la recherche effrénée de la bonne vie qui est au cœur de ce malaise demande beaucoup de temps pour que le phénomène soit combattu et extirpé.

La route du suffrage est sans doute longue. Qu'il soit un élu local, provincial ou national, le député est un fonctionnaire de l'État, il est au service du peuple et du bien commun. Il est viscéralement lié à une entité territoriale précise, à une circonscription électorale géographiquement située et déterminée selon les découpages. C'est à celle-ci qu'il est censé rendre des comptes. Malheureusement, il est des députés nationaux qui se détachent totalement de leur électorat et s'extirpent de leur territoire local une fois élus. Pourtant, c'est là qu'ils sont allés chercher des voix pour leur ascension. Certains élus de l'intérieur du pays migrent vers la capitale et s'y établissent définitivement. En se coupant ainsi de la racine, ils ne peuvent plus savoir ni connaître les problèmes réels des circonscriptions dont ils sont supposés être les porte-voix. Celui qui est élu pour le compte d'une circonscription donnée ne peut prétendre devenir le porte-parole de tous les territoires de la République sous prétexte qu'il est député national. Un député est lié à l'électorat qui l'a mandaté pour le représenter. Sa force et sa légitimité lui viennent du seul fait qu'il agit au nom de ceux qui l'ont plébiscité et qu'il représente dûment au cours de la mandature. Autrement, il n'est qu'un mercenaire.

En RD Congo, depuis quelque temps, les deux chambres du Parlement (Assemblée nationale et Sénat) sont deux autres lieux où la corruption et la prostitution de conscience sont parfois vécues de manière ostentatoire. Les trois dernières législatures (2006-2011 ; 2011-2016, 2018-2023) ont montré que le vote des lois a souvent fait l'objet de marchandage et de monnayage accrus des voix des députés et sénateurs de la part du parti au pouvoir. C'est un principe universellement reconnu que, pour voter ou modifier une loi, il faut requérir la majorité des suffrages. Or, pour l'obtenir, les parties en présence jouent, la plupart du temps, sur le registre ou la corde d'alliances politiques monnayées dès lors qu'il n'est pas toujours facile de fédérer les intérêts des camps. Cette difficulté étant, les partisans du régime mis en place par Joseph Kabila ou la Majorité présidentielle de l'époque fut qualifiée de « Médiocrité présidentielle ».

Ayant migré pour changer de camp sous Félix Tshisekedi, la Majorité présidentielle, appelée autrefois *Mouvance présidentielle* sous le maréchal Mobutu, est devenue l'*Union sacrée de la Nation* (USN). Comment celle-ci s'était-elle constituée ? Pour des raisons plus économiques et matérielles qu'idéologiques ou politiques proprement dites, elle a recouru aux mêmes méthodes de recrutement et de débauchage pour acheter les suffrages des députés. Sans être l'apanage d'un régime particulier, la transhumance d'une opposition de nom, alimentaire et asservie, est la nouvelle mode d'action de la classe politique congolaise. Par exemple, avant la modification de la Constitution actuelle issue du référendum de 2006, l'âge moyen requis pour le candidat président de la République était de 40 ans révolus. Ce qui, logiquement, excluait de la course, et sans concession, un certain candidat Joseph Kabila. Il aura fallu injecter de l'argent dans les poches des parlementaires pour qu'ils acceptent la motion relative à la modification de cet article de la Constitution. Le tout pour lui permettre de se maintenir au pouvoir. Contre toute attente, le basculement spectaculaire de la Majorité, opéré par le successeur de Joseph Kabila, en est une attestation irréfutable. Pour sauver le président issu du scrutin controversé de 2018, tous les coups possibles ont été orchestrés à l'Assemblée nationale.

Pour les partisans du régime de l'époque, négocier au prix fort la modification de la loi, c'est-à-dire certaines clauses de la Constitution en vue d'instaurer un scrutin présidentiel à un seul tour était un pari réussi. Car, de deux tours depuis l'accession du pays à l'indépendance, la Constitution de la République, sous instigation du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD), parti présidentiel, avait su organiser le jeu pour ramener le scrutin à un seul tour. Tous les calculs machiavéliques devraient être à l'ordre du jour et la machine de l'État verrouillée dans le seul but de permettre au chef du parti de conserver le fauteuil présidentiel. Si on invoque souvent le dieu des espèces sonnantes et trébuchantes comme le nerf de tout, il ne devait pas ne pas circuler à flot dans les couloirs du Parlement pour fédérer toutes les voies discordantes. Il a su s'imposer pour l'emporter sur le manque de scrupule et de civisme qui caractérise souvent une partie de ceux-là qui disent représenter le peuple.

Seuls les citoyens politisés le savent bien, voter est un acte civique qui conjugue liberté et responsabilité. Il est lié à des convictions ou à une profession politique qui, par opportunisme par exemple, peuvent toujours fluctuer au gré du contexte et des enjeux du moment. La mascarade électorale concoctée par le scrutin du 28 novembre 2011 – dont les résultats furent rendus publics trois ou quatre mois plus tard – a bien illustré le climat délétère d'une parodie colorée d'anarchie, d'inorganisation et d'immaturité politique qui caractérisent l'arène politique congolaise. Vécue une nouvelle fois lors des élections présidentielle et législative de décembre 2018, cette situation s'est traduite par la pléthore des candidats sans vraie

couleur ou identité politique en dépit de la croissance exponentielle de partis politiques.

C'est une situation inédite dans l'histoire de notre pays. Près de 20.000 candidats députés en 2011, on est passé à 15.355 en 2018 et 23.653 en 2023 pour 500 places à pourvoir à la Chambre basse du Parlement. Un autre exemple, en 2018, plus de 5500 candidats ont été enregistrés pour les 51 sièges que compte la petite Assemblée provinciale de la ville de Kinshasa, soit 108 prétendants pour 1 siège. N'est-ce pas une réalité qui interroge sur les vraies motivations des prétendants, en comparaison avec les élections législatives françaises de juin 2012, qui ont mis en compétition 6611 candidats pour 577 sièges ! Il est vrai que toute comparaison n'est pas raison, mais pour une population électrique approximativement équivalente entre la RD Congo et la France, le nombre de candidats députés aux législatives françaises est presque le tiers (6.611 candidats) de ceux qui se sont présentés au suffrage universel en RD Congo (soit 20.000). Cette pléthore des candidats doit nous faire réfléchir.

Au sujet des élections législatives de 2011, le quotidien *Le Potentiel* écrivait : « Au départ, la multitude de candidats, près de 19.000 candidats, si elle est une expression démocratique, elle est en réalité une manifestation d'immaturité, d'inconscience et de médiocrité politiques. Car, elle ne peut favoriser un choix utile par une population à moitié analphabète. Elle est encore une manifestation de l'aliénation de la fonction de « député » pour des raisons d'opportunité économique »¹². Si le clientélisme, la corruption et l'achat des consciences deviennent une monnaie courante, les pensionnaires du Palais du peuple et le président de la République, risquent de ne pas être les vrais représentants qui aient réellement mérité le vote du peuple, c'est-à-dire les bonnes personnes qu'il faudrait à la place qu'il faut à l'Assemblée nationale et à la Magistrature suprême. Le Parlement se transformerait en chambre ou studio d'enregistrement rempli d'applaudisseurs, car sans être l'émanation réelle ou l'expression de la volonté générale du peuple, il sera difficile d'y constituer une vraie majorité si certains élus péchaient par le fait d'être le produit de la falsification des résultats, du truquage et d'autres irrégularités. Quelle sera alors la substance des lois qu'ils fabriqueront ? Comment une telle Assemblée nationale jouera-t-elle son rôle de contrôle sur le Gouvernement ? Si la gangrène menace l'Assemblée nationale, elle atteindra aussi l'Exécutif qui ne se sentira nullement contrôlé. Il nous faut vite agir par l'éducation et le civisme. Tout se passe comme si l'on n'a pas pris la haute dimension d'une élection¹³.

Pourquoi le train de vie à l'Assemblée nationale attire-t-il tant ? Comment expliquer la course effrénée à la députation ? Cela est facile à comprendre,

12 Cf. *Le Potentiel* du lundi 26 décembre 2011 au sujet de la proclamation des résultats des élections : « *Législatives 2011 : le mot des experts internationaux* » [en ligne].

13 Cf. *Le Potentiel* du lundi 26 décembre 2011 [en ligne].

car les émoluments du député national sont juteux et plantureux. Une simple comparaison : la plupart des fonctionnaires de l'État gagnent un salaire mensuel dérisoire de l'ordre de 60 à 100 ou un peu plus de dollars américains. Cela représente la proportion d'environ 1/200^e, voire moins que cela, du salaire d'un député : 21 000\$ mensuels sous Félix Tshisekedi qui, d'ailleurs, ne s'offusque pas d'attribuer un tel montant.

Comment l'argent ne peut-il pas attirer tant de candidats ? C'est le monde à l'envers. Tous les futurs « Honorables députés » savent qu'ils vont au Palais du peuple pour gagner de l'argent et divers avantages sociaux (maisons, soins médicaux assurés, facilité de voyages aux frais de l'État, etc.). La députation est un véritable ascenseur social qui permet d'améliorer rapidement le statut, le standing et les conditions de vie de l'élu. Les aspirants à cette profession recherchent l'estime et la considération au sein d'une population menacée par le chômage, le désœuvrement, la pauvreté. Quel Congolais ignore que le séjour au Palais du peuple représente une espèce d'assurance-vie garantie par l'argent des contribuables ?

- Inculture ? Amateurisme ? Imposture ? Opportunisme ou arrivisme ?

En RD Congo, le chômage et la pauvreté restent une vieille équation à plusieurs inconnues encore non résorbées. Dans cet environnement incertain, le monde politique offre des opportunités inégalées d'emploi. La députation en est une de sûre pour s'assurer un bon avenir et une place respectable dans la société. Même au niveau du Parlement, certains élus du peuple aliènent leur conscience. Il ne serait pas excessif de l'affirmer, on a souvent vu des députés passer leur temps à dormir lors des débats à l'Assemblée nationale. Pourquoi dormiraient-ils au lieu de prendre part active aux discussions qui engagent la destinée du pays ? N'est-ce pas de ces discussions techniques que sortent les lois qui régissent le bon fonctionnement de l'État ? L'amateurisme et l'arrivisme en politique n'ont-ils pas un impact négatif sur la gestion de l'État ?

Il nous faut des hommes sérieux, crédibles et compétents. La survie de la RD Congo s'écrit au prix des sacrifices collectifs, de l'éducation civique, de l'engagement responsable, de la détermination, de l'ambition de réaliser le rêve des Pères de l'indépendance dans le renoncement à soi-même. Le congolais cherche à construire une vraie République au sens du mot latin *res publica*, la chose publique, c'est-à-dire le bien ou le patrimoine de tous gardé dans un État de droit réellement traduit dans les faits et pas seulement sur papiers. Ce bien commun ne doit pas être confisqué par ceux qui ont la force militaire et l'argent, car l'État n'est pas un club d'amis ni une mutuelle ethno-tribale. Il nous faut une République vraiment nouvelle gérée par un nouveau type d'hommes et de femmes capables d'écrire une nouvelle page d'histoire de notre pays¹⁴.

14 Cf. Apollinaire-Sam SIMANTOTO MAFUTA, « En vue de la renaissance de la RD Congo :

Bien entendu, lorsqu'une haute fonction étatique tend à se démocratiser à grande vitesse, et qu'elle devient un fourre-tout accessible au commun des mortels, elle est profanée, démythifiée. Il en résulte qu'on assiste à la relativisation et à la désacralisation même de la fonction de député ou du sens de l'élection comme acte conférant une légitimité. Si tous les électeurs ont vu les conditions dans lesquelles le scrutin s'est déroulé le 20 décembre 2023, peut-on objectivement affirmer que ces élections-là ont servi à quelque chose ? N'ont-elles pas perdu de leur valeur ? Comme tous les citoyens ne peuvent pas embrasser la carrière politique, il faut laisser celle-ci aux mains des seuls spécialistes, c'est-à-dire les professionnels.

Malheureusement, on a commis l'erreur de penser que tout le monde était capable de gérer la chose publique, même les opportunistes sans formation. Et le résultat est connu : la gestion calamiteuse de l'État.

Hormis le cas majeur de suppléance ou de vacance due à la mort d'un élu, quelles que soient les raisons, le représentant du peuple n'est pas une personne nommée d'en haut par le pouvoir en place. Il est librement choisi par le peuple grâce à son suffrage. Plébiscité pour être la voix de la collectivité, il n'est pas un inculte ni un analphabète politique, mais une personne formée, instruite, cultivée.

Il est admis que le chemin qui mène au Parlement et à la Magistrature suprême est parsemé d'embûches. C'est pourquoi le désir de gagner à tout prix pousse certains candidats à s'appuyer sur des alliés dans l'ombre, quand bien même ceux-ci seraient des procédés antidémocratiques et immoraux : soudoyer, frauder, tricher, mentir, falsifier, manipuler, tromper, violenter, faire chanter, etc. Mais pour qui et pour quoi vote-t-on ? Va-t-on aux élections pour remercier ceux qui ont distribué des cadeaux lors de la campagne ? Comment savoir décliner ou repousser intelligemment l'appât déposé sciemment sur les routes électorales ?

Conclusion

L'exposition excessive des électeurs aux irradiations de la corruption, du mensonge et leur consommation abusive abrutissent leur conscience. Le danger semble bien réel pour eux d'aller aveuglement vers des vendeurs d'illusions qui, tout en leur promettant monts et merveilles, leur tendent en même temps la main pour leur permettre de satisfaire un tant soit peu quelques besoins élémentaires pour la survie. Les promesses fallacieuses sont un traquenard fort attirant dans lequel un peuple affamé et désespéré de tout peut, sans beaucoup réfléchir, tomber en aliénant son bulletin de vote afin de remercier ses bienfaiteurs de fortune. Ainsi, les tentatives d'arraisonnement ne manquent pas.

notre système est appelé à changer », in *Requête* 19, 15 octobre 2003, p. 11.

Aussi pur que soit son éclat, un diamant a lui aussi besoin de nettoyage de temps en temps. Le champ politique congolais est dévoyé par les pratiques népotiques et clientélistes. La corruption y est banalisée au point que les jeux d'alliances se construisent souvent sur base du débauchage qui entraîne la transhumance et le vagabondage d'autant plus que le nomadisme¹⁵ politique comme conséquence, est une autre forme de stratégie de positionnement prisée en RD Congo. Ces conditions étant, l'activité politique ne peut donc nullement échapper à l'exigence d'une saine critique. Ainsi, la classe politique a-t-elle besoin d'un travail de purification en profondeur à opérer principalement au sein des représentants du peuple pour qu'ils mènent à bien leur mission d'administrer la Cité pour le bien de tous. Dans ce contexte où la fonction de député est désacralisée, parler d'élections démocratiques dignes de ce nom est une chose, mais organiser de bonnes élections au milieu d'un peuple libre et conscient de ces enjeux, avec des candidats valables qui s'y engagent sciemment, c'en serait bien une très bonne. Deux paires de manches. Cela supposerait une parfaite maîtrise des règles élémentaires de la pratique électorale au sein d'une démocratie. Or, celle-ci est une expérience politique particulière qui se vit au quotidien.

Vieux concept inventé dans l'Antiquité par des philosophes grecs, remis à jour et redéfini aux États-Unis d'Amérique comme étant le « pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple », la démocratie met en évidence le fait que le gouvernement de l'État par les représentants du peuple n'est pas une donnée acquise ; elle relève d'un long processus de formation et de maturité politique. C'est pourquoi comme « forme de gouvernement de la Cité dans laquelle la souveraineté appartient au peuple » (*Le Robert*), elle est une école exigeante de vie pour le service de la réalisation du bien commun et du respect des valeurs qui fondent le lien social.

Comme mode de désignation des gouvernants, l'élection n'est pas un but en soi, mais un moyen ou une voie d'accès au pouvoir. La réussite de la démocratie est commandée non seulement par l'existence des institutions pérennes, fortes et crédibles, mais par le travail d'hommes compétents, consciencieux, incorruptibles, épris de justice, de civisme, dans le respect du Pacte républicain au sein d'un État souverain. Cela ne peut ni s'improviser, ni s'imposer de l'extérieur. C'est une culture, un état d'esprit et un mode de vie qui s'apprennent au fil des jours. La marche est longue et pour y parvenir, il reste encore beaucoup à faire aux Congolais. ■

15 Terme surtout utilisé en élevage pour désigner la migration saisonnière des troupeaux à la recherche de bons pâturages, le mot *transhumance* est analogiquement pris ici pour parler d'un phénomène politique très en vogue dans beaucoup de pays d'Afrique. Par opportunisme, un individu va d'un parti à un autre où il connaît quelqu'un ou encore là où il espère trouver un poste politique ou un emploi. Tout se joue sur base du clientélisme, du tribalisme, du régionalisme et du népotisme. Pris aussi dans le sens de nomade, il est un transfuge qui quitte son parti politique pour adhérer à un autre. Cf. Jacques Mariel NZOUANKEU, « Problématique de la gouvernance vue du Sud », texte de conférence, Paris, 25 mars 2002, pp. 19-20 [mis en ligne], consulté le 29 décembre 2023.